



Les licenciements économiques

VENDEE

Situation au 31/10/2013

Document mensuel



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En octobre 2013, **215** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en augmentation de **7%** par rapport à octobre 2012. Les licenciés avec dispositif représentent **71,6%** de l'ensemble et affichent une baisse de **6,1%**.

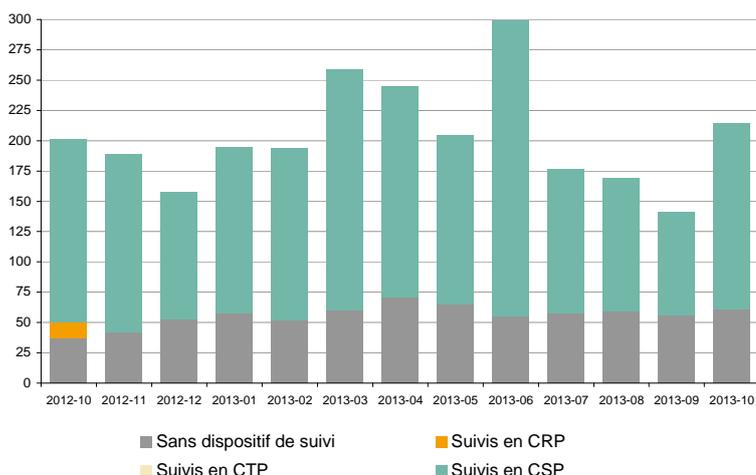
En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques augmente fortement en 2012. Après un léger ralentissement début 2013, la valeur moyenne mensuelle repart fortement à la hausse jusqu'en juin 2013 et fléchit à nouveau. (**175** licenciements en octobre 2013).

En un an, **2 445** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Vendée (soit une hausse de **25,1%**).

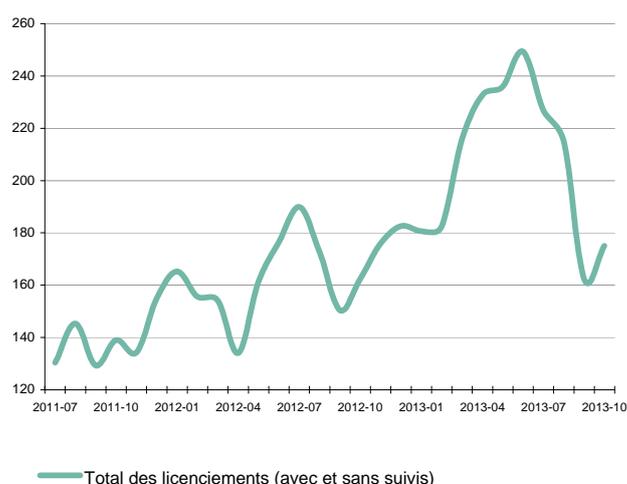
SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques
- La DEFM avec dispositif

Les inscriptions suite à licenciement économique



Moyenne mobile sur 3 mois



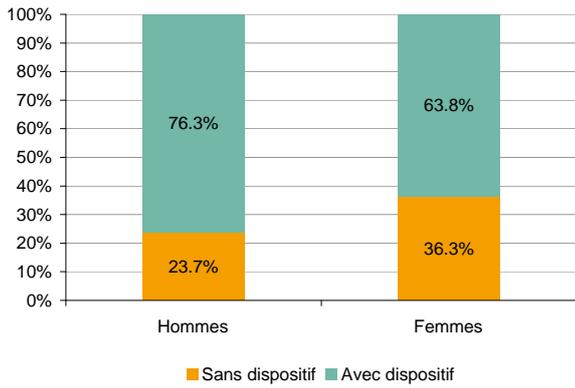
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	oct-13	215	61	28.4%	154	71.6%			154
	oct-12	201	37	18.4%	164	81.6%	13		151
	Evolution	7.0%	64.9%		-6.1%		-100.0%		2.0%
Cumul sur 3 mois	oct-13	525	176	33.5%	349	66.5%			349
	oct-12	487	157	32.2%	330	67.8%	14		316
	Evolution	7.8%	12.1%		5.8%		-100.0%		10.4%
Cumul sur 12 mois	oct-13	2 445	690	28.2%	1 755	71.8%			1 755
	oct-12	1 955	674	34.5%	1 281	65.5%	34	3	1 244
	Evolution	25.1%	2.4%		37.0%		-100.0%	-100.0%	41.1%

Source Persee

Information méthodologique : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

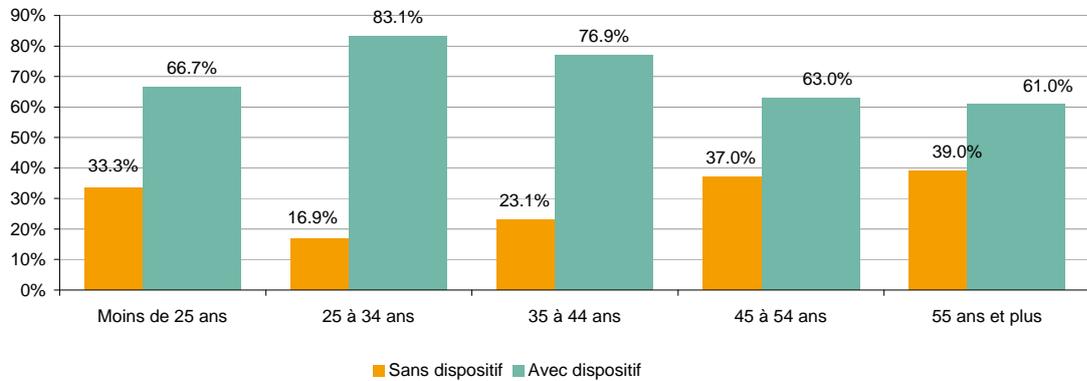
LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

Répartition par sexe

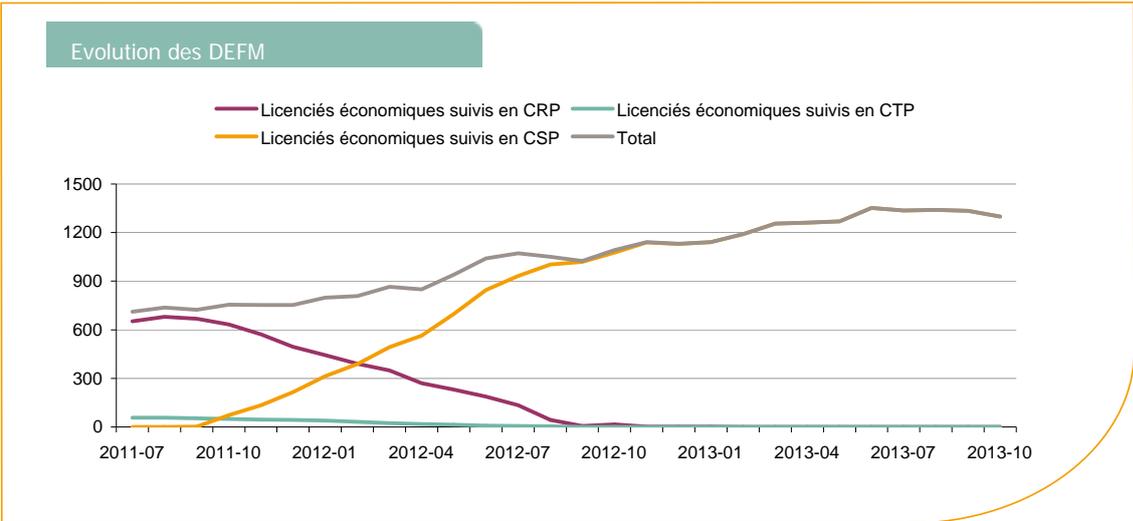


En octobre 2013, la proportion des femmes licenciées économiques avec un dispositif (63,8%) est moins importante que celle des hommes (76,3%). Les tranches d'âge ont largement adhéré à un dispositif (de 61% à 83,1%). La tranche d'âge de 25 à 34 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé.

Répartition par tranche d'âge



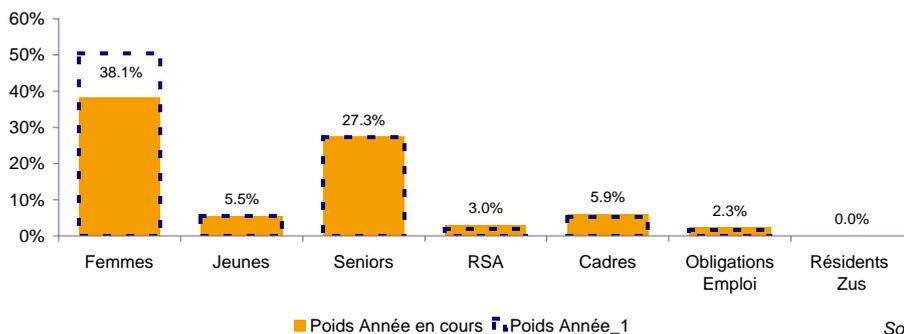
LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)



	oct-11	oct-12		oct-13	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	755	1 092	44.6%	1 299	19.0%
dont CRP	633	16	-97.5%		-100.0%
dont CTP	50		-100.0%		
dont CSP	72	1 076	1394.4%	1 299	20.7%

	oct-12		oct-13		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	552	50.5%	495	38.1%	-10.3%
Moins de 25 ans	60	5.5%	71	5.5%	18.3%
50 ans et plus	298	27.3%	355	27.3%	19.1%
Revenus de Solidarité Active	20	1.8%	39	3.0%	95.0%
Cadres	58	5.3%	77	5.9%	32.8%
Obligations d'emploi	17	1.6%	30	2.3%	76.5%
Résidents Zone Urbaine Sensible	NC	NC	NC	NC	

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).



Source Persee

Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASR). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : statspdl@pole-emploi.fr

Directeur de publication :
Gwenaél PROUTEAU

Directeur de la rédaction :
Josette BARREAU

Conception et réalisation:
Service Statistiques, Etudes et
Evaluation – Catherine MOULIN et
Brigitte VIGOUROUX